

Blanquefort: l'État ne peut pas réclamer à Ford les aides versées, affirme Griveaux

Publié le [26 février 2019 à 09h50](#)

Paris (AFP) - L'État ne peut pas, en droit, demander à Ford, dont l'usine de Blanquefort va fermer, de lui rembourser les aides perçues au cours des dernières années, a indiqué mardi le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux.

Alors que Philippe Poutou, délégué CGT de Ford Blanquefort et ancien candidat (Nouveau parti anticapitaliste) à la présidentielle, a réclamé le remboursement de ces aides, M. Griveaux a précisé sur franceinfo qu'"il y a eu 15 millions d'aides versées à Ford". Mais "on ne peut pas les demander car ces 15 millions d'aides étaient liés à des engagements sur l'emploi que Ford a tenus", a-t-il ajouté.

Ces "engagements ont été pris alors que nous n'étions pas au gouvernement, ils ont été pris depuis de nombreuses années (...) et ils ont été tenus".

"Je comprends la colère de M. Poutou (...), mais quand on est dans un État de droit on n'a pas le droit de demander ce remboursement d'aides", a ajouté M. Griveaux.

"En revanche, on va les faire payer pour les salariés, pour la dépollution du site, et pour la réindustrialisation du bassin", a-t-il confirmé, en dénonçant l'"attitude indigne" du groupe qui a rejeté la nouvelle offre de Punch Powerglide pour l'usine de Blanquefort, qui emploie 800 salariés.

Interrogé pour savoir si le gouvernement pourrait envisager une nationalisation du site, il a dit ne pas croire "que la nationalisation soit la réponse à ce type de situation (...) Le meilleur service à rendre à ce site n'est pas forcément la nationalisation mais plutôt qu'on cherche à diversifier l'activité industrielle", a-t-il ajouté.

Sur ce sujet d'une possible nationalisation, y compris temporaire, Bruno Questel, le vice-président du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale, a, lui, dit ne "pas y être opposé sur le principe". "En tant que membre de la majorité parlementaire je mettrai ce sujet sur la table dans la semaine", a-t-il affirmé sur BFMTV.

Face au "droit de Ford de refuser toute offre de reprise alors que l'entreprise a bénéficié de millions d'euros de subventions", il a aussi plaidé pour "travailler sur une évolution de la loi avec une obligation de restitution de tout ou partie de l'argent ou d'investissements lourds dans la requalification du site ou l'accompagnement en requalification professionnelle des salariés concernés".

"Il faut trouver cette alchimie subtile entre l'initiative privée et un État stratège qui régule. Le gouvernement doit prendre toute ses responsabilités pour sauver ces emplois", a réclamé pour sa part Guillaume Peltier, le vice-président des Républicains, mardi sur France Inter.

"Je ne suis pas opposé par principe ni aux privations ni aux nationalisations, je veux l'équilibre entre le privé et le public", a-t-il souligné.

